

17 mar 2006 -16:00

Appartient à [Conseil des Ministres du 17 mars 2006](#)

Diplomatie préventive

Financement d'initiatives en matière de diplomatie préventive

Financement d'initiatives en matière de diplomatie préventive

Sur proposition de M. Karel De Gucht, Ministre des Affaires étrangères, le Conseil des Ministres a approuvé le financement des initiatives suivantes en matière de diplomatie préventive, sur le budget 2006 du SPF Affaires étrangères :

Promotion de la paix et réconciliation nationale - République démocratique du Congo (RDC) Par le biais de ce projet, l' "International Peace Information Service (IPIS)" fait l'inventaire des diverses ressources du Katanga, une province connue pour la richesse de son sous-sol mais aussi pour ses dangereuses dissensions ethniques et politiques. Ce projet met non seulement en place une intéressante approche académique pluridisciplinaire mais il jettera également les bases d'une approche constructive de prévention des conflits.

Promotion de la paix et réconciliation nationale - République démocratique du Congo (RDC) En vue des élections qui se tiendront en RDC, "Alternatives Canada" projette une campagne d'éducation des électeurs. Cette campagne se basera sur deux axes : le message pédagogique diffusé à travers le pays et un réseau étendu d'observateurs qui pourront relayer en temps réel sur l'Internet des informations sur les atteintes aux droits de l'homme et sur le déroulement des campagnes électorales ainsi que des élections. L'Internet devient de ce fait un instrument de dissuasion puissant pour ceux qui pensaient pouvoir contrarier en toute discrétion le processus électoral au niveau local.

Promotion des droits de l'homme - Coalition pour la Cour pénale internationale Le but de la Coalition pour la Cour pénale internationale (créée en 1995 par 25 organisations - la Coalition) est d'assurer le succès de la Cour pénale internationale (CPI). Concrètement, la Coalition assiste la CPI dans les enquêtes qu'elle mène dans les pays en conflit. En outre, la Coalition milite pour une ratification universelle du Statut de Rome et aide individuellement les pays à intégrer ce Statut dans leur législation nationale.

Prévention des conflits - Union européenne Ce projet de " Crisis Management Initiative " vise à maximaliser les capacités de l'UE en matière de prévention des conflits et de construction de la paix. Au travers de ce projet de recherche, le planning, la mise en oeuvre et la cohérence des instruments externes de l'UE seront améliorés dans les domaines précités. Le projet se focalise sur six pays qui ont été la proie de conflits violents : le Népal, la RDC, la Somalie, l'Indonésie, l'Ouganda et le Kosovo.

Promotion de la paix et réconciliation nationale - Myanmar (Birmanie) Le Conseil des Ministres du 19 novembre 2004 a marqué son accord sur un projet de l'ONG néerlandaise " ZOA Refugee Care " qui offrait la possibilité aux réfugiés birmans des camps thaïlandais de développer leurs aptitudes afin de recevoir un revenu (notamment en vue d'un retour en Birmanie). Le projet actuel développe le précédent et comprend deux sous-programmes : " Teaching and learning creative subjects " et " Facilitation of community education centres ".

Démocratisation - Roumanie Durant le premier " Forum décentralisé des Communes partenaires " (avril 2005) il est apparu qu'il y avait, tant du côté roumain que du côté belge, un grand intérêt à donner forme concrète à ce forum. En effet, les autorités (locales) roumaines ont besoin de connaissance et d'expérience dans les

domaines de bonne gouvernance, de décentralisation et de renforcement institutionnel. L'expertise belge en la matière et les liens existant entre les villes et communes belges et roumaines peuvent ici jouer un rôle fonctionnel. En outre, ce projet de l'asbl Somepro cadre parfaitement avec le programme Action Commune Belgique-Roumanie 2004-2006 signé par le Premier Ministre Guy Verhofstadt lors de sa visite de février 2004 en Roumanie.

Promotion de la paix et réconciliation nationale - Colombie En continuation des projets " Cartografia de la Esperanza I " et " Cartografia de la Esperanza II " approuvés respectivement par les Conseils des Ministres des 4 avril 2003 et 2 septembre 2005, l'asbl IPIS développe en coopération avec Ecomujer un nouveau projet en rapport avec l'inventaire, le soutien, la conservation et la valorisation des processus par lesquels les communautés de base colombiennes rétablissent le tissu social déchiré par le conflit armé qui touche le pays. IPIS et Ecomujer consolideront de la sorte le travail des années précédentes.

Renforcement de l'état de droit - Colombie Le Conseil des Ministres du 4 juin 2004 a marqué son accord sur un projet de " Solidarité socialiste " visant à renforcer l'expérience en matière de justice communautaire dans deux départements colombiens. Le projet actuel renforce cet aspect et se concentre sur la consolidation de la justice communautaire des régions de Cundinamarca et Antioquia.

Déminage et désarmement - Colombie Ce projet de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) vise à diminuer les crimes et la violence engendrés par l'usage d'armes à feu. Afin d'atteindre cet objectif, l'ONUDC se concentrera en première instance sur le Protocole sur les armes à feu des Nations Unies et proposera des mesures pour adapter la législation et les institutions colombiennes aux standards internationaux. Diverses initiatives en soutien au Protocole seront également développées.

Promotion de la paix - International Crisis Group Les Conseils des Ministres des 29 avril et 24 juin 2005 ont marqué leur accord sur une subvention au budget de fonctionnement de l'International Crisis Group (ICG), basé à Bruxelles et actif sur le plan international dans les domaines de la prévention et de la résolution des conflits. Créé en 1995, l'ICG est une organisation - sans but lucratif, multinationale et indépendante - qui oeuvre pour la promotion de la paix dans les parties du monde touchées par des conflits armés. Les rapports et " briefing papers " de l'ICG sont distribués à une large échelle aux hauts fonctionnaires des ministères et des organisations internationales. Le budget de l'ICG, en constante augmentation ces dernières années, est financé par des contributions de gouvernements et d'institutions ainsi que par des dons de privés ou d'entreprises.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe